Extract of UJFP

http://www.ujfp.org/spip.php?article5090

Communiqué de solidarité du congrès du Forum civique européen

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -

Publication date: mardi 9 août 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Les polices italienne et française contre les migrants et ceux qui les soutiennent.

Vintimille : les migrants débordent le dispositif frontalier.

Nous étions réunis à plus de 400 personnes de différents collectifs, mouvements et associations des 4 coins du monde, cette semaine à Longo maï, près de Forcalquier, pour le Congrès du Forum Civique Européen (FCE). Nous tenons à réagir fortement après les évènements des ces derniers jours sur la frontière franco-italienne.

Depuis des mois, les mesures de répression des migrants se renforcent, notamment à Vintimille. Le passage de la frontière franco-italienne est de plus en plus dur et la solidarité avec les réfugiés toujours plus criminalisée. La tension est encore montée d'un cran. Dans la nuit du 4 août 2016, environs 300 migrants ont décidé de quitter le centre de la croix rouge italienne et de se diriger vers la frontière. Ils voulaient exiger collectivement son ouverture et la libération d'un de leur compagnon placé en centre de rétention administrative dans le sud de l'Italie.

Alors que la police italienne les évacuait violemment, plus de 200 personnes ont réussi à leur échapper. Ils sont parvenus à passer la frontière à la nage ou à pied, sous les charges et les tirs de gaz lacrymogènes de la police italienne d'un côté et française de l'autre.

Après une chasse à l'homme dans plusieurs villes avoisinantes, plus de 144 migrants ont été arrêtés et maintenus en détention dans les containers de la Police aux Frontières (PAF) de Menton Garavan ou ramenés de force en Italie..

La police française a empêché les journalistes de France 3 et de certains organes de presse de prendre des photos. Elle a détruit une partie de leur matériel pour tenter de cacher le fait qu'elle avait alors perdu le contrôle de la frontière. Au cours de ces évènements, 17 personnes parmi celles venues en soutien, notamment pour apporter de l'eau aux migrants massés au soleil, ont aussi été arrêtées, à la fois coté italien et français. Comme cela se pratique de plus en plus couramment pour faire obstacle à la solidarité, 2 d'entre eux ont reçu des restrictions administrative de territoire : interdiction de se rendre dans les 16 communes de la province de Vintimille en tant qu'italien, et interdiction de territoire italien pour 5 ans en tant qu'étrangers.

Depuis, les soutiens « no borders » sont accusés dans les médias et par certains politiques d'avoir « encadré » et « fomenté la révolte ».

Depuis le congrès du Forum Civique Européen et en tant que personnes, collectifs et associations actifs aux cotés des migrants, nous voulons affirmer notre solidarité entière avec tout ceux qui sont actuellement détenus et chassés de chaque coté de la frontière. Nous voulons aussi participer à rétablir quelques vérités :

- Contrairement à ce qu'impliquent certains réflexes de pensée nauséabonds, les migrants sont tout à fait à même de s'organiser de manière autonome pour tenter de passer la frontière et pour énoncer leurs revendications. Ils n'en ont tout simplement pas le choix après avoir enduré les plus grands risques pour arriver jusqu'ici et échapper aux guerres, à la pauvreté, et aux dégradations environnementales entraînés par les politiques post-coloniales et marchandes. Cette semaine, la police a été débordée à la frontière par une initiative collective des migrants. Ce n'est pas la première fois à Vintimille, et c'est une petite victoire face aux

Copyright © UJFP

renforcement des politiques racistes et sécuritaires que les migrants subissent de plein fouet.

- La mise en avant et la criminalisation des « no borders », dans ce contexte, sert avant tout à invisibiliser l'initiative des migrants.

En réalité, depuis un an, la multiplication des arrestations et des interdictions de territoires pour les soutiens rendent de plus en plus difficile les manifestation de solidarité.

Nous appelons néanmoins à continuer à agir en accord avec les revendications des migrants :

- contre les frontières et pour la liberté de circulation, pour la possibilité de vivre là où ils le souhaitent et de rejoindre leurs proches.

- contre les contrôles, persécutions, détentions et l'exercice du racisme d'État

- contre l'idéologie de la guerre, la militarisation et les politiques économiques qui les entraînent.

Signataires : les collectifs, associations et individus réunis à l'occasion du congrès du FCE

Copyright © UJFP